

Éléments de réponses aux avis reçus dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées et de l'enquête publique

Synthèse de l'avis des PPA

PPA	Avis	Nombre de :		
		Réserves	Remarques	Recommandations
Direction Départementale des Territoires (DDT 53)	Favorable sous réserve	5	4	1
CPENAF	Favorable	1	1	
Chambre d'agriculture 53	Favorable sous réserve	4	6	
Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe)	Ni favorable/ni défavorable	3	15	4
PNR Normandie-Maine (PNRNM)	Favorable		4	
Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)	Favorable sous réserve		2	
Conseil de Développement de Haute-Mayenne (CDHM)	Implicitement favorable		8	1

Synthèse de l'avis des communes de Mayenne Communauté

Avis	Communes	Nombre de :	
		Réserves	Remarques
Réputé favorable, sans remarque	Alexain, Belgeard, Contest, Grazay, Hardanges, Jublains, La Chapelle-au-Riboul, La Haie-Traversaine, Le Housseau-Brétignolles, Marcillé-la-Ville, Martigné-sur-Mayenne, Montreuil-Poulay, Moulay, Parigné-sur-Braye, Placé, Rennes-en-Grenouilles, Sainte-Marie-du-Bois, Saint-Fraimbault-de-Prières, Saint-Germain-d'Anxure, Saint-Julien-du-Terroux, Thuboeuf		
Favorable, sans remarque	Aron, Champéon, Charchigné, Lassay-les-Châteaux, Le Horps, Mayenne, Sacé, Saint-Baudelle		
Favorable	La Bazoge-Montpinçon		1
Favorable	Le Ribay	1	
Abstention	Saint-Georges-Buttavent		3
Défavorable	Commer	1	

Rapport du commissaire enquêteur : « avis favorable au projet de SCOT de Mayenne Communauté sous réserve qu'avant l'approbation du document soient apportées les précisions, rectifications et compléments formulés suite aux remarques et demandes évoquées par les Personnes Publiques Associées ».

PPA	Remarques et demandes des PPA	Eléments d'explication, de justification	apportée
Consommation d'espaces			
DDT	L'enveloppe de consommation foncière à vocation d'habitat [de 78 ha sur 12 ans] doit être considérée comme un maximum et non comme un objectif à atteindre.	Rajouter une phrase en ce sens à la prescription du DOO.	DOO P 28
DDT	La CDPENAF a émis un avis favorable assorti de l'observation suivante : la densité de 11 logements / hectare indiquée pour les communes rurales est insuffisante et doit être relevée à 12 logements / ha.	Il s'agit là d'élément du rapport de présentation, non prescriptif, mais explicatif des calculs effectués pour l'évaluation environnementale. On aboutirait à un besoin de 76 ha au lieu de 78 ha.	A2 ha près, il n'est pas jugé nécessaire de procéder à cet ajustement.
CDPENAF	Le SCoT doit afficher une densité minimale de 12 logements / ha.		
Chambre d'agriculture	Le projet de SCoT présente un défaut de réglementation quant à l'optimisation foncière des futures zones d'extensions. L'absence de densités brutes minimales, et non moyennes, pourra conduire à la surconsommation foncière de certains projets... Par anticipation, nous exprimons la volonté que les densités brutes moyennes énoncées soient intégrées dans le PLUi en tant que <u>densités brutes minimales</u> . Au regard des seuils exprimés, seules les communes rurales devront respecter une densité de 12 logts /ha au minimum et pour deux raisons : optimisation des extensions urbaines au bénéfice de la consommation foncière et homogénéisation départementale de la densité minimale des petites communes rurales.	Il est bien prévu que les densités citées constituent un objectif minimal, à l'échelle du territoire, et qui seront traduites dans les travaux en cours du PLUI .	Evaluation environnementale (page 393) L'expression « seuils de densité moyenne » est à comprendre comme suit : la densité visée devra être respectée, <u>a minima</u>, en faisant <u>la moyenne des densités des extensions urbaines</u> présentes dans les collectivités rurales. Il sera donc possible d'adapter ces exigences en fonction d'éventuelles situations particulières (contraintes topographiques, volumes faibles de logements à créer...) qui justifieraient davantage de souplesse, sous réserve de compenser ailleurs sur le territoire. DOO p 28 Ajout d'une recommandation sur « Le PLUI pourra préciser les densités ou nombres de logements attendus dans les secteurs couverts par des Orientations d'Aménagement et de Programmation dans le PLUI ».
MRAe	[Les densités brutes moyennes] ne sont pas reprises dans le DOO ni en tant que prescriptions ni en tant que recommandations et ne s'imposent donc pas au futur PLUi. Ce faisant, le projet de SCoT n'assume pas pleinement son rôle de document ayant vocation à encadrer l'organisation des développements communaux futurs, et se présente plutôt comme une étude préparatoire pour les choix qui s'opéreront <i>in fine</i> dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi. Cette particularité s'explique vraisemblablement par le fait que les collectivités désormais fusionnées ont décidé de mettre en place sur un même périmètre un SCoT et un PLUi.	La prescription de densités dans le DOO n'est plus exigée par le code de l'urbanisme. Cependant, par son contenu (cf. ci-dessus), le rapport de présentation exprime bien le caractère de l'optimisation foncière.	
Chambre d'agriculture	[Concernant les sites d'activités] conformément à la prescription du DOO (p.12), nous vous encourageons à <u>user de l'ouverture à l'urbanisation à moyen terme</u> , plus communément intitulée « 2AU » et ce, afin d'éviter le gel à court terme de parcelles agricoles. La révision étant conditionnée par l'urbanisation effective de l'ensemble des secteurs « 1AU ».	L'usage de secteurs 2AU est prévu, notamment pour les sites d'activités dont l'ouverture est prévue dans un 2nd temps (16 ha). Le classement des autres sites en 1AU est nécessaire pour permettre un développement équilibré de l'emploi sur l'ensemble du territoire, et pour offrir aux entreprises désireuses de s'installer à Mayenne communauté des opportunités d'implantation en adéquation avec leurs besoins (desserte, superficies, ...).	-

PPA	Remarques et demandes des PPA	Eléments d'explication, de justification	
MRAe	<p>Le rapport d'évaluation environnementale ne présente pas d'analyse des enjeux environnementaux plus précise des secteurs d'urbanisation future à vocation d'habitat et d'activités les plus importants identifiés dans le projet de SCoT. Cette analyse permettrait de mettre en évidence la capacité que ces sites ont, à accueillir – ou pas – des extensions (évitements des secteurs les plus sensibles) et aurait également permis d'appréhender les impacts prévisibles et de clarifier la justification des choix.</p> <p>[Concernant la partie du DOO sur la biodiversité et la TVB] : Si l'ensemble de ces prescriptions et recommandations est positif, l'absence de zooms sur les secteurs d'ores et déjà localisés et destinés à connaître une évolution (extensions urbaines, secteurs prévus pour les zones d'activités principales) ne permet pas de confronter ces principes de préservation aux objectifs de développement, et ce faisant, de détecter d'éventuels conflits d'usages.</p> <p>La MRAe recommande au SCoT de conduire à son échelle une première recherche d'évitement d'impacts sur l'environnement des principaux projets d'urbanisation future.</p>	<p>Les secteurs d'urbanisation futurs ne sont pas encore délimités dans le SCoT : c'est le rôle du PLUi.</p> <p>De plus, leur périmètre dépendra justement de l'analyse de la sensibilité (agricole, écologique, zones humides) des terrains, prise en compte dans les travaux du PLUi.</p> <p>De ce fait, il n'est pas possible à ce stade d'en évaluer les impacts.</p> <p>La recommandation de la MRAe est donc bien suivie à l'échelle du territoire du SCoT, mais avec la prise en compte opérationnelle dans le zonage en cours du PLUi</p>	-
Commune de La Bazoge-Montpinçon	La commune refuse ce qui est proposé à savoir de faire des parcelles de moins de 500 m².	La densité brute de 14 logements /ha (dont 20% de voirie, équipements, espaces publics) aboutit en fait à des parcelles de 570 m² <u>en moyenne</u> . Des parcelles de 500m² ne pourraient être que le résultat d'une densité nette de 20 logts /ha, ou d'une densité brute de 16 lgts/ha (avec 20% de voirie, etc.), ce que le SCoT n'inscrit pas.	-
MRAe	[L'analyse de la consommation d'espaces de 2006 à 2016] ne détaille pas la consommation d'espaces suivant les usages (habitat, activités, carrières, autres). Ce manque ne permet donc pas de juger, de façon pertinente, les projections du SCoT en matière de consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers, par type d'occupation.	Des éléments de précision pourront être évoqués en fonction des possibilités techniques.	Rapport de présentation p388
MRAe	La MRAe recommande que soient produits des éléments permettant de justifier les besoins surfaciques de la zone d'activité d'Aron.	La prise en compte de la ZADD à l'ouest d'Aron est réajustée à 25 ha afin de préserver les zones humides.	DOO p11 (25 ha)
MRAe	<p>Le projet de SCoT prévoit une consommation foncière de 189 ha sur 12 ans pour l'habitat et les activités. Toutefois, le raisonnement ne prend pas en compte le fait que le diagnostic précise qu'environ 24 ha sont disponibles pour accueillir des entreprises sur l'ensemble du territoire, dont 14 ha sur la commune de Mayenne. On peut donc déduire que les surfaces proposées pour de l'activité économique pendant la durée du SCoT (12 ans) seraient plutôt de 135 ha.</p> <p>Cette consommation d'espaces pour les activités économiques apparaît disproportionnée par rapport à la surface actuellement occupée par les activités et aux évolutions indiquées pour les dernières années. Le projet de SCoT reconnaît lui-même une évaluation des besoins ambitieuse. Le SCoT doit afficher plus fermement un objectif de réduction de la consommation d'espace pour les activités économiques et développer une ambition qui prenne mieux en compte les réserves foncières mobilisables, ainsi que l'optimisation et la réhabilitation des zones existantes.</p> <p>Au regard de la dynamique économique observée sur la période récente, la MRAe recommande de revoir les objectifs chiffrés du DOO à la baisse pour les secteurs à vocation d'activités.</p>	<p>Plusieurs éléments de réponse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le territoire de Mayenne Communauté est en situation de rattrapage en matière d'accueil d'emploi par rapport à sa fonction résidentielle (effet de la crise 2008 notamment) et au rôle à tenir à l'échelle du Nord Mayenne. - Les capacités actuelles sont complexes à mettre en œuvre, car certains espaces relèvent uniquement du bon vouloir de propriétaires privés à diviser leurs terrains, ou concernent des sites avec des contraintes techniques. - Depuis le début des travaux du SCoT, et notamment son diagnostic, le territoire connaît un regain marqué de la demande en matière de terrain d'accueil d'entreprises. 	<p>Evaluation environnementale p 391 et DOO p 12</p> <p>Ajustement des surfaces au vu de la suite des travaux de zonage du PLUi : Besoin global fixé non plus à 111 ha, mais à 97 ha.</p>

PPA	Remarques et demandes des PPA	Eléments d'explication, de justification	
Activités sylvicoles et agricoles			
CRPF	Rapport de présentation – p108 à 114 – Gestion sylvicole et filières bois Ces pages sont censées faire le diagnostic territorial de Mayenne Communauté, alors qu'elles se contentent de reprendre in extenso les publications d'Atlanbois dont les données sont à l'échelle régionale. Sans doute est-il nécessaire de rappeler la place de la forêt et de la filière bois dans notre région, mais il aurait été tout aussi important de faire ce type d'analyse à l'échelle de la communauté de communes. Si le CRPF ne dispose pas de données particulières précises sur la filière bois locale, en revanche, nous vous avons transmis des données précises sur les forêts et la gestion durable.	Des données chiffrées seront ajoutées sur les tailles de boisement, les plans simples de gestion et les codes de bonnes pratiques sylvicoles.	rapport de présentation. Diagnostic pages 108 à 111. Quelques ajouts, mais sans quantification propre au territoire de Mayenne Communauté
	Etat initial de l'environnement – p303 – Enjeux de la sous-trame boisée Je suis stupéfait de constater que la gestion forestière constitue l'une des principales menaces pour la biodiversité des forêts. Si effectivement des pratiques inappropriées peuvent avoir des conséquences désastreuses sur ces milieux, il n'en demeure pas moins que les forêts gérées conformément à un document de gestion durable prennent en considération les enjeux économiques, environnementaux et sociaux qui constituent les bases de cette gestion durable. [...] Bien qu'il s'agisse d'extraits d'une étude réalisée par le CPIE Mayenne Bas Maine, je vous demande de bien vouloir retirer de ce document ces assertions qui témoignent d'une méconnaissance certaine de la gestion forestière de leurs auteurs.	Préciser que ce sont les pratiques excessives qui ont des effets importants sur la biodiversité (coupe à blanc ou pose de clôture sur de trop grandes surfaces). NB : Les forêts gérées sont des réservoirs de biodiversité pour beaucoup d'espèces, certes, mais cela n'empêche pas que pour d'autres les pratiques de gestion courantes peuvent être délétères.	rapport de présentation p 294 (Etat initial de l'environnement). Suppression du terme « excessif ». <ul style="list-style-type: none"> Certains modes de gestion et de renouvellement des boisements, incompatibles avec la préservation de la biodiversité.
Chambre d'agriculture	[Concernant les zones tampons entre habitat et sites d'exploitation agricole] tenir compte uniquement des périmètres sanitaires induits par les bâtiments agricoles nous semble insuffisant au regard de la préservation des outils agricoles. Nous demandons que soit instauré <u>un périmètre de 200 m</u> à compter des bâtiments d'élevage, ainsi que des bâtiments de stockage sous régime des installations classées (ICPE). Bien évidemment, nous avons conscience et connaissance de sites agricoles accolés aux zones urbanisées et dont les périmètres sanitaires sont déjà grevés par la présence de tiers. L'instauration d'une <u>règle alternative</u> pour pallier ces particularités locales permettrait à ces communes d'opérer tout de même un développement urbain lorsque celui-ci est cohérent et justifié au regard du contexte territorial.	La sensibilité agricole et la nécessité d'éviter autant que possible de rapprocher habitat et sites d'exploitation seront prises en compte dans la définition du zonage du PLUI. Cependant, une règle aussi arbitraire pose question. Instaurer <u>par défaut</u> un tel périmètre dans le SCoT, ne permet pas d'apprécier correctement l'ensemble des cas particuliers qui seront traités dans le PLUI. La possibilité d'une règle alternative n'est pas non plus envisageable à l'échelle du SCoT (risque de recours sur des différences d'interprétation quant à ce qui constituerait une raison « cohérente et justifiée »).	-
Chambre d'agriculture	Le PADD précise qu'en cas de prélèvement par l'urbanisation de parcelles agricoles « ayant une certaine sensibilité agricole, [...] des compensations foncières sont à privilégier afin de permettre aux exploitations impactées de retrouver des moyens de production » (p.16). La transcription de cette volonté politique dans le DOO est mentionnée en tant « qu'autres politiques d'accompagnement » afin de prévoir des réserves foncières agricoles en vue des compensations (p.17). Compte tenu de la volonté politique exprimée dans le PADD, nous demandons que la <u>transcription réglementaire</u> soit au minima affichée comme <u>recommandation</u> s'appliquant aux collectivités afin d'exprimer la volonté du projet de SCoT, telle qu'exprimée dans ses ambitions (DOO, p.8). De plus, nous demandons que les <u>compensations</u> foncières réalisées soient <u>cohérentes</u> au regard de la structure parcellaire initiale des exploitations impactées ; en prévoyant, si nécessaire, un réaménagement foncier de type échange parcellaire. L'objectif principal étant de limiter au maximum l'impact négatif du prélèvement foncier pour l'exploitation en place.	La compensation foncière ne relevant pas des documents d'urbanisme : donc ni dans le SCoT, ni dans le PLUI. L'inscrire même en tant que recommandation pourrait être interprété comme une entorse au code de l'urbanisme. Afin d'afficher malgré tout cette volonté, Mayenne communauté a fait le choix d'introduire la catégorie des « autres politiques d'accompagnement », non prescriptives car non prévues par le code de l'urbanisme. La précision sur la cohérence des compensations foncières sera ajoutée.	DOO (p11 et p 28) Autres politiques d'accompagnement Inscrire des principes de compensation foncière en cas d'impact sur des terres à forte sensibilité agricole, afin de permettre aux exploitations impactées de retrouver des moyens de productions. Ces compensations seront cohérentes au regard de la structure parcellaire initiale des exploitations impactées et prévoiront, en cas de besoin, un réaménagement foncier de type échange parcellaire.

PPA	Remarques et demandes des PPA		Eléments d'explication, de justification		Reçu en préfecture le 19/03/2019 Affiché le 19/03/2019 ID : 053-200055887-20190314-CC140319DELIB07-D	
Chambre d'agriculture	Nous demandons que soit prescrit <u>l'interdiction d'implantation</u> du photovoltaïque au sol sur des <u>espaces à usage agricole</u> . Nous estimons que la valeur nourricière des terres agricoles ne doit pas être concurrencée par la production énergétique et ce, au même titre que pour la valorisation de la biomasse, telle que vous l'avez présenté de manière prescriptive. Nous approuvons <u>uniquement</u> le développement solaire au sol sur des espaces urbanisés ou pollués (une liste précise des sites « pollués » propices à l'accueil du photovoltaïque est en cours d'élaboration).		Cette demande, parallèle aux travaux des élus sur le PLUI, sera prise en compte.		DOO (p16) - Protéger les espaces agricoles en y interdisant l'implantation de parcs photovoltaïques au sol sauf s'ils sont devenus impropres pour une activité agricole (terrains pollués ou artificialisés par exemple).	
CDHM	Nous retenons une prescription importante qui ne figure pas, à savoir : « préserver les terres agricoles de qualité (valeur agronomique, bio, maraîchage) de tous projets d'urbanisation, en orientant ces derniers plutôt vers les terres à faible potentiel agronomique et environnemental ».		Demande de la Chambre d'agriculture de retirer tous les termes portant un jugement de valeur sur les pratiques et filières agricoles. Le Scot prend en compte les enjeux agricoles liés à la présence des exploitations.		DOO et PADD	
CDHM	En politique d'accompagnement, que mettez-vous en place pour obtenir ces réalisations ? « Encourager les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, et particulièrement de la qualité de l'eau (diversification des assolements, allongement des rotations, raisonnement des intrants, travail du sol, gestion des intercultures et de la couverture des sols, modalités adaptées de fauche et pâturage, semis direct, choix raisonné de variétés adaptées au contexte, agroforesterie, etc.). »		Sujet hors SCoT et documents d'urbanisme.			
Infrastructures routières						
DDT	Concernant les projets routiers de l'Etat, il convient de rappeler que seule la troisième phase de la déviation est de Mayenne par la RN 162 est planifiée.	Précision qui sera apportée dans le PADD et le DOO :	PADD (p 28) ✓ Peser sur le débat public pour que l'Etat inscrive dans sa programmation la déviation de la RN12 par le nord de la ville de Mayenne, afin d'améliorer les conditions de circulation est-ouest sur la RN 12 afin de supprimer réduire les nuisances urbaines à Mayenne liées à en ville de l'important trafic de transit est-ouest (bruit, pollution), et permettre la requalification des espaces publics et la valorisation des espaces urbains concernés. Dans cet objectif, il est nécessaire de positionner un faisceau préserver des possibilités de passage, afin d'y maîtriser les possibilités d'urbanisation, sans porter atteinte au développement des communes traversées et des sites agricoles en activité.			
MRAe	L'Etat ne travaille ni sur les projets de mise à 2x2 voies de la RN162 à Martigné-sur-Mayenne, ni sur le contournement nord et ouest de Mayenne par la RN12. Il convient donc de ne faire figurer que la 3e phase de la déviation est de Mayenne par la RN162. Quand bien même la collectivité souhaiterait – à plus long terme – engager des réflexions sur les évolutions souhaitables du réseau qui structure son territoire, elle ne peut pas s'engager en lieu et place de l'Etat sur les autres projets. Ces derniers n'ont donc pas vocation à figurer en tant qu'orientations dans le DOO ou comme projets structurants pour la durée de vie du présent projet de SCoT dans le PADD.	Ajustement de la rédaction, en insistant la volonté d'améliorer ou de créer les liaisons concernées.	✓ Enfin, l'amélioration des conditions de contournement sud-ouest de l'agglomération de Mayenne entre la RN 12 à l'ouest et la RN 162 au sud. Et DOO (p 32) Libérer prioritairement la ville de Mayenne d'un important trafic de transit sur la RN 12, notamment poids-lourds, contribuer au désenclavement des bassins de vie voisins de Gorron ou d'Ambrières-les-Vallées par la poursuite de la mobilisation des acteurs concernés pour le contournement nord de l'agglomération. Enfin, améliorer les conditions de contournement sud-ouest de l'agglomération de Mayenne entre la RN 12 à l'ouest et la RN 162 au sud.			

PPA	Remarques et demandes des PPA	Eléments d'explication, de justification	
DDT	Un complément relatif à la sécurisation des mesures de réduction et de compensation environnementale du projet [de déviation de la RN 162] pourrait être apporté, à savoir d'étudier la possibilité de prendre en compte l'intégration de ces mesures dans le SCoT, et par la suite de les insérer dans le PLUi. Il s'agit principalement de classer des haies et boisements et des zones humides restaurées dans le cadre de ces compensations. Les mesures de compensation seront conduites sur les terrains appartenant à l'Etat ou sur des terrains privés sous convention.	Les boisements et le maillage bocager sera préservé sur l'ensemble du territoire dans le cadre du PLUi. Les zones humides sont également prises en compte en amont du zonage. Des précisions pourront être apportées à ce titre dans le DOO.	DOO (p33) Inscrire des principes de compensation du maillage bocager et des zones humides qui pourraient être impactées par le projet. Les mesures de compensation prévues seront à réaliser sur les sites appropriés les plus proches
MRAe	Concernant la 3 ^e phase d'aménagement de la RN162 (déviation est de Mayenne), un complément relatif à la sécurisation des mesures de réduction et de compensation environnementales du projet serait pertinent. Il s'agirait principalement à terme de classer des haies et boisements et zones humides restaurées dans le cadre des compensations de ce projet d'aménagement de la RN162.		
DDT	Il n'est pas rappelé que l'article L.111-6 du code de l'urbanisme (loi « Barnier ») doit être appliqué à propos des emprises routières de l'Etat, nécessaires à la circulation sur ce territoire intercommunal.	Le rappel sera évoqué.	DOO (p46) Prendre en compte les reculs de construction imposés par le code de l'urbanisme (article L111-6) pour les nouveaux sites d'aménagement le long des RN 162 et RN 12, ainsi qu'en bordure des RD 23 et 35, ou, le cas échéant pour justifier un recul moindre, exiger des traitements paysagers de qualité dans le cadre d'études d'entrées de ville.
Chambre d'agriculture	Pour conduire à l'optimisation foncière des secteurs, il serait pertinent de prévoir la <u>formalisation systématique</u> d'un dossier « loi Barnier », afin de réduire l'inter-distance prévue par l'article L.111-6 du code de l'urbanisme entre les voies à grande circulation et les constructions.		
DDT	La CDPENAF a émis l'observation suivante : afficher dans le document graphique la temporalité de réalisation des projets de contournement routier nord et ouest de Mayenne.	L'Etat n'est pas sans savoir qu'aucun calendrier n'est fixé à ce jour...	
CDPENAF	Concernant les infrastructures de transport, la CDPENAF souhaite que les différents chantiers puissent être situés dans le temps avec indication des surfaces potentiellement consommées.		
St Georges Buttavent	Manque de prise en compte de la nécessité de développer les axes routiers pour les années futures.	On ne peut pas inscrire des objectifs de développer des axes routiers sans préciser les besoins. Les besoins connus sont exprimés P34/35 du DOO.	
Chambre d'agriculture	[contournement complet de Mayenne] le document évoque la nécessité « de positionner un faisceau de passage , afin d'y maîtriser les possibilités d'urbanisation, sans porter atteinte au développement des communes traversées » (p.28). Nous nous interrogeons sur la transcription réglementaire d'une telle mesure dans les documents opposables du PLUi ? L'anticipation à long terme d'un faisceau de passage nous semble prématurée. D'autant plus si des restrictions de constructibilité s'appliquent. Nous demandons que soit <u>amendé</u> au terme de la phrase suscitée le complément suivant : « et des <u>sites agricoles en activité</u> », afin de ne pas condamner certaines exploitations agricoles en raison d'un hypothétique tracé.	Ces projets ne sont pas suffisamment avancés pour positionner un faisceau de passage. Il y aura une vigilance afin d'y éviter le positionnement de zones d'urbanisation future. Toutefois, lors des prochaines modifications ou révisions du PLUi, cette prescription pourrait s'appliquer si plus d'éléments sont disponibles d'ici là. La demande sera prise en compte.	Diagnostic (p 148) ➤ Déviation nord de Mayenne de la RN 12 : préserver l'avenir en étant vigilant sur les développements urbains au nord et nord-ouest de l'agglomération de Mayenne en maîtrisant l'urbanisation dans un corridor de passage pertinent. PADD : idem réponse à la MRAe. P 28
CDHM	Pour la prescription suivante, peut-il nous être confirmé que le côté Est de la déviation Moulay-Mayenne est préservé d'une urbanisation afin de garder les vues sur le paysage naturel : « Dans un second temps (zone 2AU du PLUi), dès lors que le potentiel listé ci-dessus est mobilisé : permettre la création d'une zone d'activités au sud de Moulay (16 ha maximum) ».		

PPA	Remarques et demandes des PPA	Eléments d'explication, de justification
CDHM	Dans notre avis du 15 mars 2017, nous écrivions le besoin d'«actualiser la réflexion sur l'utilité de la 3 ^{ème} tranche de la déviation Moulay-Mayenne car la modernisation des deux routes départementales actuelles irait dans le sens de l'économie de l'espace agricole et de la maîtrise de la dépense publique ». Nous croyons qu'il faut définir une priorité entre cette déviation et le contournement Nord de Mayenne afin de prendre en compte les nuisances provoquées par le flux de circulation sur cette N12 qui traverse la ville (insécurité en raison du nombre de camions, voie difficilement franchissable par les piétons et trop dangereuse pour les cyclistes, nuisances sonores et environnementales).	La 3 ^{ème} tranche de la déviation est en cours de réalisation. Pour le reste, Mayenne communauté n'est pas décisionnaire sur ce sujet. À ce stade, le SCoT ne peut que réaffirmer la nécessité de libérer le centre-ville de Mayenne du trafic très intense de la N12.
MRAe	Le PADD cite plusieurs routes départementales sur lesquelles il faudrait permettre de « bonnes conditions de circulations ». Le DOO affiche la volonté d'élargir la RD34 et de prévoir des « aménagements appropriés » sur d'autres routes départementales, dont la RD7. Des précisions doivent être apportées afin de définir s'il s'agit de réaliser des aménagements ponctuels de sécurité et/ou de réaliser un ou des élargissements des voiries concernées. De même, une première appréciation des enjeux environnementaux auxquels ces projets seraient confrontés devrait être présentée. De plus, il ne précise pas non plus ni les besoins, ni les enjeux environnementaux liés à ces projets d'aménagement routiers. Au vu du stade d'avancement des projets routiers départementaux et de l'absence d'études d'incidences sur l'environnement, la MRAe demande que ces projets fassent l'objet d'une évaluation cohérente avec l'affichage qui en est fait dans le DOO et proportionnée aux enjeux et à l'état d'avancement des projets.	A ce stade des réflexions, et sans aucun élément d'études, il est impossible d'estimer les impacts environnementaux. Le rôle du SCoT, à ce stade, est seulement d'inscrire des objectifs d'amélioration des conditions de déplacement sur certains axes. Les rédactions du DOO seront ajustées en ce sens. DOO (p32) <ul style="list-style-type: none"> • l'élargissement de la RD 34, axe routier structurant de Mayenne Communauté, entre Mayenne et le département de l'Orne, en traitant les accotements, pour sécuriser son utilisation, notamment par les poids-lourds et les engins agricoles. • l'amélioration du fonctionnement et de la sécurité routière sur les axes suivants : -RD 23 vers Ambrières-les-Vallées au nord-ouest ; -RD 113 vers Villaines-la-Juhel vers l'est ; -axes sud-est en direction du Mans : RD 7 via Evron et RD 35 via Sillé-le-Guillaume. -RD 24 vers Montsûrs et l'échangeur autoroutier sur l'A81 au sud-est.
Mobilité et déplacements		
DDT	Une politique restreignant davantage le stationnement favoriserait le report vers les modes doux, notamment à Mayenne où les contournements routiers sont censés supprimer le trafic de transit. Ce levier d'action s'intégrerait parfaitement dans l'objectif de sécurisation des traversées de bourg.	Le stationnement n'est pas problématique dans les bourgs. A évoquer d'une façon ou d'une autre sur le centre-ville de Mayenne., voire de Lassay-les-Châteaux mais sans négliger non plus les besoins en stationnement pour l'attractivité des centres-villes (réorganisation / amélioration de l'aménagement des espaces publics..., déjà évoqué dans le DOO).
DDT	Même si le sujet de l'utilisation des modes doux en interurbain est abordé de manière spécifique, il gagnerait à être inclus au sein de l'amélioration de la qualité de la desserte routière du territoire. En effet, les intersections entre les itinéraires cyclables interurbains et les axes routiers doivent faire l'objet d'un traitement spécifique, notamment pour le contournement de Mayenne afin de ne pas enclaver davantage le territoire.	Complément de rédaction à apporter. DOO (p32) <ul style="list-style-type: none"> • Traiter avec vigilance les intersections entre le réseau routier et les différents itinéraires de déplacements actifs (piétons, vélos...)
DDT	L'intermodalité est abordée au travers des réflexions d'interconnexions de transports en commun et du covoiturage, mais elle n'évoque pas notamment la possibilité de prendre en charge les vélos sur les autocars du réseau Pégase, évoquée dans le rapport de présentation. Une réflexion peut être engagée sur l'élaboration d'une tarification commune à différents systèmes de transports ou intégrant certains équipements culturels et sportifs.	Ces points ne relèvent pas tous des documents d'urbanisme. DOO (p33) Autres politiques d'accompagnement <ul style="list-style-type: none"> • Agir en faveur de la possibilité d'embarquer les vélos à bord des cars interurbains.

PPA	Remarques et demandes des PPA	Eléments d'explication, de justification	
CDHM	Favoriser les déplacements de proximité à pied ou à vélo et développer les transports alternatifs à la voiture. A notre sens, l'ensemble de ces prescriptions peuvent voir leur complète réalisation que si on y ajoute : Développer des moyens d'accompagnement encourageant des déplacements qui associent plusieurs modes de déplacements (voiture/bus - vélo/bus - vélo/co-voiturage).	Compléter l'évocation de l'intermodalité.	DOO (p 33) <ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'intermodalité vélo-bus, vélo-covoiturage, bus-covoiturage par des aménagements et des accompagnements dédiés.
DDT	Sur les espaces commerciaux situés en périphérie, il pourrait être développé l'équipement en bornes de recharge (rapide) pour véhicules électriques.	Précision à apporter.	DOO (p 15) <ul style="list-style-type: none"> Développer l'équipement en bornes de recharges pour véhicules électriques sur ces espaces commerciaux périphériques.
St-Georges-Buttavent	Manque d'anticipation pour pallier les problèmes de circulation dans Mayenne, notamment la traversée de la rivière Mayenne.	P 32 du DOO Le principe d'une amélioration des conditions de connexion routière ouest entre la RN12 et la RN 162 sud va dans ce sens.	
CDHM	La prescription « Faciliter les déplacements des piétons et cyclistes (cf. chapitre II.7) » n'est qu'incitative et mériterait une autre écriture telle que : Mettre en place des moyens pour permettre les déplacements des piétons et des cyclistes.	La rédaction proposée ne relève pas d'un document d'urbanisme.	
CDHM	Favoriser la création de parcs de stationnement vélo à proximité des équipements générateurs de déplacements et des arrêts de transports collectifs, sur les espaces publics de centres-villes et centres-bourgs, dans les quartiers d'habitat collectif, etc. Cette prescription mériterait d'être modifiée par « Créer » au lieu de « Favoriser » et en y ajoutant avec des abris sécurisés. Ceci outre dans les centres-villes, centres-bourgs aux arrêts des bus intercités.	Formulation à modifier en ce sens	DOO (p34) <ul style="list-style-type: none"> Favoriser la création de parcs de stationnement vélo avec si possible des abris sécurisés, à proximité des équipements générateurs de déplacements et des arrêts de transports collectifs, sur les espaces publics de centres-villes et centres-bourgs, dans les quartiers d'habitat collectif, etc.
Environnement			
DDT	Dans le chapitre des éléments structurants du grand paysage (p152 à 155 du RP), il doit être fait état des parcs éoliens qui sont nombreux sur le territoire. Il en ressort d'ailleurs un enjeu en page 177 invitant à éviter la saturation du paysage par les parcs éoliens.	Voir comment compléter le diagnostic.	Diagnostic (p152) ► Les parcs éoliens Par leur visibilité étendue, les éoliennes structurent fortement les paysages. On en dénombre actuellement 22 sur le territoire de Mayenne C. La présence de 3 zones de développement de l'éolien (ZDE), rendent possible le développement de nouvelles éoliennes sur le territoire.
MRAe	Dans le chapitre des éléments structurants du grand paysage, le diagnostic pourrait intégrer les parcs éoliens qui sont nombreux sur le territoire.		
DDT	La carte de synthèse figurant en page 155 [du RP] doit faire apparaître les secteurs de bocage les plus marquants pour le paysage.	L'objectif du SCoT est bien de préserver le maillage bocager sur l'ensemble du territoire.	Pas de modification de la carte p 152 compte tenu du maillage bocager très dispersé.
DDT	Rappeler le contexte et les objectifs de l'étude du CPIE.	Oui, de façon synthétique.	Etat initial de l'environnement (p 271 et suivantes)
DDT / MRAe	Dans la liste des ZNIEFF, il manque la ZNIEFF de type 1 « les landes de Malingue » située sur la commune de Lassay-les-Châteaux / n°520005858	A compléter	Etat initial de l'environnement complété (p 250)
DDT	Le SCoT devrait établir un état des lieux le plus précis possible des inventaires bocagers réalisés et restant à produire et rappeler la méthodologie dans l'optique d'assurer une homogénéité et une cohérence d'ensemble.	Ce travail est fait dans le cadre du PLUI, dont l'échelle de travail est plus appropriée (principe de subsidiarité).	

PPA	Remarques et demandes des PPA	Eléments d'explication, de justification	
DDT	Il aurait été intéressant de reprendre les zones à bocage lâche de la carte p283, dans la carte de synthèse de la TVB afin d'orienter les compensations par replantation dans ces secteurs.	S'il est plutôt question de la carte p 309 du RP (faite par le CPIE), il s'agit d'une carte de synthèse de la TVB actuelle, on ne peut pas tout y représenter et il n'y a pas de raison de faire un focus particulier sur le bocage lâche, alors que le sujet est traité spécifiquement plus haut.	
DDT	Orientation 8.2 du DOO : la définition des zones humides fonctionnelles dans la prescription aurait mérité plus de précisions. L'interdiction des drainages et retournements de prairies est visée à juste titre, mais ne relève pas du champ du code de l'urbanisme.	La définition donnée est celle du SAGE : en dire plus risquerait de s'en éloigner. A retirer.	DOO (p 40) -Interdire leur altération par affouillement, drainage , exhaussement du sol, retournement des prairies humides, dépôts de matières quelle que soit leur nature.
DDT	Orientation 8.2 du DOO : la préservation des étangs ne doit pas apparaître comme une finalité. Elle doit s'apprécier au regard des avantages/inconvénients qu'ils procurent et s'inscrire dans le cadre de l'atteinte du bon état des masses d'eau. Si la question se pose moins pour les grands étangs (valeurs patrimoniale, historique, écologique, etc.), elle doit être clairement posée pour les autres étangs en particulier ceux en barrage de cours d'eau.	Rédaction à ajuster.	DOO (p 41) Protéger les mares présentes sur le territoire , et en interdire de façon générale les travaux, aménagements ou constructions susceptibles de conduire artificiellement à leur comblement ou leur assèchement. Il conviendra néanmoins d'appliquer cette mesure avec vigilance, de façon à ne pas perturber le bon état des masses d'eau.
DDT	Orientation 9.1 du DOO : il est indiqué qu'il conviendra de trouver un compromis entre la valorisation du patrimoine bâti lié à l'eau et l'objectif d'effacement des obstacles à la continuité écologique. Cette formulation doit être revue car l'objectif est d'assurer la continuité écologique, l'effacement des ouvrages n'étant qu'un des solutions techniques pour y parvenir (parmi lesquelles on trouve la passe à poissons, la rivière de contournement, l'arasement partiel, etc.). Il y a donc lieu de concilier les objectifs afin de répondre à la fois à la continuité écologique et au patrimoine.	Rédaction à ajuster.	DOO (p 44) Valoriser le patrimoine bâti lié à l'eau (ponts, moulins, lavoirs...). Dans certains cas, un compromis devra être trouvé avec les objectifs de restauration des continuités écologiques fluviales, rendus prioritaires par le SDAGE et le SAGE.
Chambre d'agriculture	Conformément au guide méthodologique portant sur la préservation du bocage et de sa prise en compte dans les documents d'urbanisme, établi conjointement entre la DDT et la Chambre d'agriculture ; nous <u>réitérons notre position</u> quant à la réglementation – par l'outil L.151-23 du code de l'urbanisme – des <u>haies bocagères les plus importantes</u> , avec un rôle social (valeur paysagère ou patrimonial) ou environnemental (antiérosive), à l'inverse des haies ayant de faibles enjeux. Nous nous questionnons sur le suivi technique de cette mesure et sur l'efficacité d'une telle réglementation sur le maintien d'un bocage de qualité. En conséquence, nous sommes <u>défavorables</u> à la réglementation dans le PLUi de l' <u>ensemble de la maille bocagère</u> de votre territoire.	La localisation ferme et définitive d'un nombre limité de haies à protéger : - ne répond à aucune obligation juridique - ne permet pas de concilier une ambition forte de protection et une certaine souplesse dans les possibilités d'évolution du bocage, - ne rend pas compte de l'intérêt contextuel de ces haies, qui peut fortement varier au cours du temps. Mayenne Communauté souhaite maintenir une densité bocagère, qui seule peut remplir l'ensemble des fonctions du système bocager (écologiques, de gestion de l'eau, paysagère...) Enfin, du fait du caractère changeant de la valeur des haies (seules ou en réseau, entretenues ou pas...) et des dynamiques d'évolution du bocage, il est illusoire d'espérer un inventaire exhaustif et durable de celui-ci.	
CDHM	Nous demandons que le paragraphe qui suit, soit intégré dans les prescriptions afin, entre autres, d'identifier les entrées de ville. « Axes urbains végétalisés : les grands axes urbains peuvent être le support d'une structure végétale : un double alignement de part et d'autre de la chaussée, ou une contre-allée piétonne plantée d'un mail d'arbres, soulignant la hiérarchie des voies ».	Le caractère systématique de cette demande ne semble pas pertinent car pas forcément adapté au cas par cas. A reprendre en « exemple »	DOO (p45) À l'inverse, réduire l'impact de ces infrastructures sur les paysages visibles depuis le reste du territoire, en les accompagnant de plantations de qualité et cohérentes avec l'environnement (replantation de haies bocagères, plantations d'alignements d'arbres en entrée de ville par exemple).

PPA	Remarques et demandes des PPA		Eléments d'explication, de justification		Reçu en préfecture le 19/03/2019 Affiché le 19/03/2019 ID : 053-200055887-20190314-CC140319DELIB07-I	
Gestion des eaux						
DDT	Pour l'approvisionnement en eau potable, il convient de souligner l'enjeu de la prise d'eau de St-Fraimbault et son rôle dans la sécurisation de l'alimentation en eau potable grâce aux interconnexions avec de nombreux captages du département.		Précision à apporter.	Etat initial de l'environnement (p 313) Enfin, la prise d'eau de Saint-Fraimbault joue un rôle important de sécurisation de l'alimentation en eau potable grâce aux interconnexions avec de nombreux autres captages départementaux.		
DDT	En p326 du RP, les sources de classification de critères de qualité (bonne / très bonne) doivent être précisées et il faut souligner que certains captages présentent des concentrations en nitrate en limite ou proches de la norme des 50mg/l (norme eau potable.)		Les données présentées sont celles de l'ARS, / pas d'autres éléments sur ce point. Rajouter une phrase sur les concentrations en nitrates.		Rapport de présentation p315	
DDT	Concernant l'assainissement, le tableau en p327 présente le pourcentage de logements raccordés. Une indication sur le taux de charge des équipements par rapport à leur capacité nominale aurait été plus instructive, car une indication sur le taux de raccordement est plus à relier aux zonages d'assainissement et donc à l'importance de la zone agglomérée sur la population communale totale. Dans ce même tableau, de nombreuses communes ne sont pas renseignées : <i>Belgeard : 190 EH, Champéon : 280 EH, Le Housseau : 110 EH, Le Ribay nord : 83 EH, Le Ribay sud : 250 EH, Mayenne : 25 000 EH, Montreuil-Poulay : 180 EH, Placé : 183 EH, St-Marie du Bois : 125 EH, St Georges Buttavent : 625 EH (une nouvelle station doit être construite avec une capacité de 400 EH), St Germain d'Anxure : 210 EH, St Julien : 100 EH, Thuboeuf : 110 EH, Lassay : 20 000 EH (au lieu de 30 000).</i>			Compléments à apporter sur la base des éléments fournis par la DDT et d'autres sources possibles.		Etat initial de l'environnement (p 316) Tableau complété
MRAe	La MRAe recommande de clarifier la situation de l'ensemble du territoire intercommunal en matière d'assainissement des eaux usées afin de connaître : - Les capacités actuelles des stations [données manquantes dans l'état initial] ; - Les capacités résiduelles permettant de traiter de nouveaux effluents qui seront générés par les projets d'urbanisation future ; - Les projets des communes ou intercommunalité relatifs aux extensions ou créations de stations de traitement des eaux usées permettant d'y remédier.			Une partie de la question est résolue par les données fournies par la DDT (cf. ci-dessus).		
DDT	La gestion des eaux pluviales est présentée très succinctement p330-331. Pourtant, l'agglomération de Mayenne avait été identifiée en 2013 comme présentant un enjeu assez fort pour la réalisation d'un schéma directeur de gestion des eaux pluviales et une démarche de sensibilisation de cette collectivité avait été menée avant l'engagement du diagnostic sur le système d'assainissement, restée sans suite.		Le PLUI reprendra les éléments disponibles sur le territoire.			
DDT	En p332, le terme « directives du SDAGE » doit être remplacé par « orientations et dispositions du SDAGE ». Il convient par ailleurs de mentionner l'orientation 3B du SDAGE sur la prévention des apports de phosphore diffus en amont de la retenue de St Fraimbault pour lutter contre l'eutrophisation.		Terme corrigé. Mais la seconde demande ne peut relever des compétences d'un SCoT.		Etat initial de l'environnement (p 310)	
DDT	Le bilan p336 aurait mérité de mentionner des points de fragilité pour certaines eaux distribuées et certains cours d'eau sensibles aux pollutions diffuses, notamment par les nitrates.		C'est déjà le cas...			
DDT	Orientation 10.3 du DOO : la recommandation d'annexer un plan de zonage pluvial au PLUI gagnerait à être prescriptive, compte tenu de la disposition 6B2 du SAGE Mayenne.		Travail non prévu par MC.			
CDHM	Nous souhaitons que le contenu du paragraphe suivant soit formulé de telle façon qu'il soit compréhensible par tout citoyen.« Définir le débit maximum en sortie d'opération (nombre de litres/seconde /hectare) pour encourager les modes de rétention et de gestion à l'opération ».	Rédaction à améliorer	DOO (p53) Définir le débit maximum d'eau pluviale en sortie d'opération en retour dans les réseaux publics collecteurs (nombre de litres/seconde /hectare) pour encourager les modes de rétention et de gestion à l'opération tels que création de bassins, noues végétales et/ou de toitures végétalisées dans l'opération.			

PPA	Remarques et demandes des PPA		Eléments d'explication, de justification		Reçu en préfecture le 19/03/2019 Affiché le 19/03/2019 ID : 053-200055887-20190314-CC140319DELIB07-I	
MRAe	Des indicateurs de suivi relatifs à la gestion des eaux, notamment des eaux usées, pourraient être utiles.	Ajout d'un critère	Evaluation environnementale (p412) « Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issue de la directive ERU » Source : Eau France / référence : Etat à l'approbation du SCoT / cible fin 2030 : Conformité pour toutes les installations/ Suivi : annuel			
Risques						
DDT	En p 337-358 du RP, il est fait référence au DDRM de 2011. Celui-ci a fait l'objet d'une révision approuvée par arrêté préfectoral le 21 septembre 2017. Trois communes de MC ont vu le classement des risques localisés et diffus modifié.		Actualiser cette référence dans le SCoT.	Corrigé dans le Rapport de présentation p 332		
MRAe	Il est fait référence au dossier départemental des risques majeurs (DDRM) de 2011, alors que le DDRM a fait l'objet d'une révision approuvée le 21 septembre 2017.			Corrigé		
DDT	Concernant les cavités souterraines, il doit être précisé les mesures qui seront prises pour limiter l'urbanisation sur la commune de Contest.		Actualiser cette référence dans le SCoT.	DOO (p55) Prendre en compte de façon adaptée le risque lié aux cavités souterraines à Contest.		
DDT	La commune de Grazay supporte une ancienne concession minière. Il convient d'indiquer, dans le rapport de présentation, que cette concession a été jugée avec un potentiel non prioritaire .		Précision à apporter.	Evaluation environnementale (p 332)		
)DDT	Il convient de préciser qu'un PPRMT a été approuvé le 26 mai 2010 sur la commune de Mayenne. Le rapport de présentation ne précise pas en p343 les mesures qui seront prises. Cette servitude d'utilité publique doit être mentionnée au SCoT et reportée dans le futur PLUi et le règlement devra être compatible avec le règlement du PPRMT.		Le PPRMT ainsi qu'un résumé de ses prescriptions sont déjà présentés en p354 et suivantes du RP (Partie 2 – chapitre 4.C).		Rapport de présentation p 342-343	
DDT	La commune de St Georges est listée au DDRM 2017 avec un risque de feux de forêt. Le SCoT et le futur PLUi doivent limiter l'urbanisation dans et à proximité immédiate des massifs forestiers.	L'urbanisation à proximité des lisières est déjà interdite au titre de la TVB, et le chapitre 10.5 sur les risques cite bien les feux de forêts, avec une prescription généraliste. Voir si nécessaire de préciser.			DOO p 55	
DDT	Le SCoT et le PLUi doivent identifier les zones de risque de rupture de barrage au plan de zonage et interdire toute nouvelle urbanisation pour les communes concernées.	Vérifier les zonages précis de ces risques (un des barrages est sur la limite de MC et le risque est en aval, donc hors du SCoT). Par ailleurs, l'expression utilisée est ambiguë : Mayenne est la commune la plus exposée, mais on ne va pas y interdire « toute nouvelle urbanisation ».				
DDT	La commune de St-Georges Buttavent est référencée au DDRM 2017 pour le risque industriel (site Antargaz). Un porter à connaissance a été rédigé le 18 janvier 2016 en ce qui concerne la maîtrise de l'urbanisation.	Ce risque est déjà signalé dans le chapitre correspondant. Sans arrêté préfectoral prenant acte de la fermeture du site / absence d'établissement à risque, maintien de la référence.		Rapport de présentation p 338		
MRAe	Au vu de la présence d'un camping en zone inondable à Mayenne, le projet de SCoT pourrait préciser davantage le devenir de celui-ci.	Les dernières études sur l'avenir du camping confortent la rédaction initiale du DOO sans le préciser davantage.				
PADD						
DDT	Point p19 « Favoriser l'accès à l'eau par la poursuite de la valorisation des étangs, pour les activités de pêche notamment. » Au regard de l'état de dégradation des masses d'eau concernées et du diagnostic réalisé par MC sur celles-ci (identifie les nombreux plans d'eau comme un facteur déclassant de l'état écologique), la valorisation des étangs pour les activités de pêche ne doit pas être une priorité, à la différence de l'étude de leur déconnexion, voire de l'effacement de ceux non utilisés.		Rédaction à ajuster, en lien avec les échanges avec le CPIE sur ce sujet.	PADD (p19) • Favoriser l'accès à l'eau par : - la poursuite de la valorisation des étangs, pour les activités de pêche notamment, tout en ne dégradant pas la qualité écologique des masses d'eau		

PPA	Remarques et demandes des PPA		Eléments d'explication, de justification
DDT	Concernant l'étude des potentiels de réaménagement de site de carrières après exploitation, la mention « y compris par la possibilité de valorisation pour la production d'énergie renouvelable » aurait mérité d'être explicitée.	Rédaction à préciser : possibilité de parcs photovoltaïques (mais pas sur tous les sites).	PADD (p19) - l'étude des potentiels de réaménagement de sites de carrières après exploitation (y compris par la possibilité de valorisation pour la production d'énergie renouvelable et notamment la création de parcs photovoltaïques sur certains sites.
DDT	Une carte schématique au 1/50 000 ^e aurait permis de matérialiser les enjeux de développement et d'aménagement durables du territoire et les objectifs de préservation et de remise en bon état des éléments de la TVB.	Une carte aussi précise dans le PADD semble peu judicieuse : c'est le rôle du Rapport de présentation d'apporter les éléments d'analyse de la TVB (ce qui est déjà le cas).	
DDT	Concernant l'orientation 9.1 relative aux grands paysages identitaires, leur découverte par les chemins de randonnée aurait pu être évoquée.	C'est déjà évoqué dans d'autres parties (tourisme, déplacements).	
DDT	L'orientation 9.2 relative au paysage urbain devrait évoquer la nécessité de lutter contre la vacance des logements.	La vacance n'est pas forcément « visible » dans le paysage. Il est plus pertinent de laisser ce sujet dans le chapitre du logement, et d'éviter les répétitions.	
Chambre d'agriculture	La notion de « siège d'exploitation » [p16] n'est pas adéquate puisqu'elle exclut les sites secondaires, il est préférable de privilégier le terme « site d'exploitation ».	Apporter ce changement de terme sur l'ensemble du DOO.	DOO p 16 PADD p 16
Cartographie du DOO			
DDT	La carte en p57 fait apparaître une rubrique « bocage à préserver et regarnir sur l'ensemble du territoire ». Cette légende qui couvre l'ensemble du territoire n'est pas justifiée et s'étend même sur les milieux secs protégés de toute activité. En outre, la carte aurait pu proposer la restauration des zones de bocages en régression identifiés sur la carte des secteurs à enjeux pour le bocage en p283 du RP.	Cette carte a uniquement pour objet d'illustrer les orientations du DOO. La rubrique sur le bocage se justifie par le fait que sa protection est valable sur l'ensemble du territoire, aussi bien pour les haies présentes que pour celles qui pourraient être replantées. Il ne s'agit pas ici de délimiter précisément le bocage existant : c'est le rôle de la cartographie du diagnostic. Les « secteurs à enjeux pour les milieux secs » sont une localisation très large des zones où ce type de milieu est fréquent. Il n'est pas question d'interdire toute activité au sein de ces vastes périmètres qui englobent des secteurs urbanisés, des espaces agricoles cultivés et des boisements exploités.	
DDT	Les éléments cartographiques de la TVB du DOO doivent être proposés au 1/50 000 ^e . Les cartes présentées (environ 1/250 000 ^e) ne sont donc pas assez précises. Les éléments cartographiques de la TVB du DOO ne favorisent pas la localisation des éléments de la TVB et rendent difficile la compréhension des modalités de protection et/ou de leur remise en état.	Cf. ci-dessus. Il n'y a aucune exigence du code de l'urbanisme de produire des cartes de délimitation au 1/50 000 dans le DOO.	
Eté complété	En p22 du DOO : Au nord, il ne s'agit pas de la CC du Pays d'Andaine, mais de la CC Andaine-Passais.	La correction sera faite.	DOO - Carte p 22
Autres			
DDT	Une réflexion peut être engagée sur l'opportunité de doter le territoire d'un RLP intercommunal.	MC n'a pas l'intention d'établir de RLP d'autant que la réglementation nationale est devenue beaucoup plus stricte.	

PPA	Remarques et demandes des PPA		Eléments d'explication, de justification	
St Georges Buttavent	Manque de cohérence dans le positionnement des zones artisanales.	Les travaux parallèles du PLUI ont mis en évidence, depuis l'arrêt du SCoT, la nécessité de revoir certains projets d'implantations évoqués dans le DOO (zones humides, sensibilité agricole...). Des modifications sont à prendre en compte à ce titre dans le DOO.	DOO (p11-12) Possibilités d'extensions mesurées de zones d'activités existantes, pour environ : *72 ha Répartis sur les communes de Mayenne, Lassay-les-Châteaux, Martigné sur Mayenne, Aron, Champéon, St Fraimbault de Prières, Commer — 12 ha : secteur « La Lande », nord est de Saint Baudelle ; — 8 ha : secteur « Peyennière », sud de Mayenne ; — 7 ha : secteur « Lassay », nord est de Lassay les Châteaux — 9 ha : secteur « Coulonges », sud de Saint Fraimbault de Prières ; — 5 ha : secteur « Berry », nord de Martigné sur Mayenne ; — 8 ha : secteur « Route d'Alençon / Bruyères », à la limite des territoires d'Aron et Champéon ; — 2 ha : ZA de Commer ; *6 ha maximum pour les extensions à vocation économique à dominante artisanale en continuité d'espaces urbanisés existants, dont la localisation reste à préciser - Dans un second temps (zone 2AU du PLUi), dès lors que le potentiel listé ci-dessus est mobilisé : permettre la création d'une zone d'activités au sud de Moulay (19 ha maximum) et l'extension supplémentaire du secteur « La Lande » à Saint Baudelle (10 ha).	
Le Ribay	Le Conseil Municipal demande que la prescription [du DOO concernant le maintien des équipements scolaires] soit formulée comme suit : « maintenir les écoles dans les bourgs pour appuyer l'objectif de maintien / développement de la population et d'animation des communes rurales. »		La phrase pourrait être ajustée dans le sens inverse : « viser un objectif de maintien / développement de la population et d'animation des communes rurales afin de maintenir les écoles dans les bourgs. » ?	DOO (p30) Viser un objectif de maintien /développement de la population et d'animation des communes rurales afin de maintenir les écoles dans les bourgs. Face à la baisse actuelle de la natalité, les élus devront trouver des nouvelles formes d'organisation scolaire permettant le maintien des écoles dans les communes encore équipées afin de ne pas obérer un futur développement démographique.
Chambre d'agriculture	Conformément à l'article L.141-3 du Code de l'Urbanisme, les documents du SCoT doivent s'appuyer « sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques ». Hormis l'évaluation environnementale, les documents ne font pas état d'un projet démographique explicite, complexifiant ainsi la compréhension globale de votre projet.			Le diagnostic territorial traite bien des tendances démographiques et économiques et l'évaluation environnementale fait partie intégrante du SCoT.
Commer	Désaccord sur la formulation de la prescription concernant « la modernisation du réseau de déchetterie, notamment par la création d'un nouveau site à implanter à l'est de Mayenne [...] <u>en remplacement</u> des installations vétustes existantes (Saint Fraimbault, Aron, Jublains voire Commer). »			Le DOO p 54 est modifiée ainsi « Permettre la modernisation du réseau de déchetteries, notamment par la création d'un nouveau site à implanter à l'est de Mayenne, de même envergure que celui de Parigné-sur-Braye. ».
CDHM	Poursuivre une gestion durable des déchets. En prescription, il nous paraît essentiel d'être dans une recherche de limitation des déplacements des habitants pour des raisons de pollution atmosphérique ; ceci en préconisant des points de collecte maîtrisés et de proximité.			
CDHM	[Concernant l'extension des secteurs d'activité] « 5 ha : secteur « Berry », nord de Martigné-sur-Mayenne » : cette prescription est acceptable dans la mesure où cette surface se situe en dehors du site de l'entreprise de sérigraphie –route de Commer- et est contigüe à Artipôle.			Le projet de localisation est en cours d'ajustement dans le cadre des travaux de zonage du PLUI.
CDHM	« Recommandations : Les potentialités de renouvellement urbain sont à identifier dans le PLUi par des Orientations d'Aménagement et de Programmation. Un droit de préemption urbain ou des emplacements réservés peuvent y être associés ». Afin de voir évoluer plus rapidement un renouvellement urbain qui le nécessite, en raison des prévisions d'augmentation de la population, nous pensons que ce paragraphe doit apparaître dans les prescriptions. Ceci tout particulièrement sur les deux principaux pôles que sont Mayenne et Lassay.			Du point de vue légal, le SCoT n'a pas le droit d'imposer des outils au PLUi pour répondre à tel ou tel objectif (principe de subsidiarité), d'où l'utilisation d'une simple recommandation. Cela ne remet pas en cause la volonté de Mayenne communauté d'appliquer effectivement cette orientation dans le PLUi, actuellement en cours d'élaboration.

PPA	Remarques et demandes des PPA	Eléments d'explication, de justification
CDHM	« Permettre l'extension des sites d'extraction existants et la création de nouveaux sites, si le schéma régional le prévoit, et dans le respect des conditions suivantes : ... » Notre question est : y a-t-il obligatoirement enquête publique et comment est impliquée la population lors d'un projet d'ouverture d'une nouvelle carrière ?	Dossiers traités dans le cadre d'arrêtés préfectoraux, avec enquête publique. Mayenne Communauté est simplement consultée.
CDHM	Nous demandons que soit écrit en prescription que : la rénovation et la construction doivent prendre en compte tant l'isolation thermique que l'isolation phonique pour pallier aux nuisances sonores.	Cette précision sera explicitement apportée. DOO (p51) - faciliter la rénovation thermique (et phonique) du bâti ancien, dans le respect, autant que possible, des qualités architecturales et patrimoniales des constructions ;
MRAe	Le résumé non technique ne reprend pas les éléments du diagnostic territorial, du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et du document d'orientations et d'objectifs (DOO). Par ailleurs, des illustrations auraient pu être utilement ajoutées pour une meilleure compréhension du public.	Le contenu attendu dans le résumé non technique est détaillé à l'article R122-20 du code de l'environnement : le diagnostic territorial, le PADD et le DOO n'en font pas partie. Pour le PADD et le DOO en particulier, les résumer en quelques pages seulement pourrait de surcroît conduire à des erreurs d'interprétation, étant donné la diversité des sujets traités et l'importance du choix des termes dans les orientations formulées.

Corrections diverses dans le Rapport de Présentation		
DDT 53	Erreur d'écriture p60 du rapport de présentation : RN 2162	Corrigé
	En p135 du RP, il convient de corriger le chiffre des 3 tués en 2015 qui est erroné (période de janvier à avril 2015 seulement).	Corrigé
	En p138 du RP, il n'est pas utile de viser un projet de concertation prévu en 2017 alors qu'il a déjà eu lieu.	Corrigé
	En p202 du RP, il est fait référence à la RN 132 au lieu de la RN 162. En p220 : ancienne RN 12 au lieu de la RN 162.	Corrigé
	En p115 du RP, le titre « Enjeux-Biodiversité et composantes de la TVB » est à modifier car ces sujets ne sont pas évoqués dans ce chapitre.	Corrigé
	En p174 du RP, il est indiqué que la voie de la ZA des Haras est en impasse au niveau de la gare où un projet de centre culturel doit être implanté. La voie est maintenant traversante et le centre culturel est construit.	Corrigé
	En p357 du RP : PPR technologique et non technique.	Corrigé
	chapitre « ZNIEFF de type 1 », le texte figurant en haut de la page 256 décrit les deux types de ZNIEFF alors que le titre n'évoque que les ZNIEFF de type 1.	Corrigé
PNR	En p231 du RP : la commune de Saint-Julien-du-Terroux n'est pas membre du Parc.	Corrigé
	En p426 et 438 du RP : la cible à l'horizon 2030 de l'indicateur « proportion de la production de logements réalisés au sein de l'existant » est « minimum 55% à l'échelle de Mayenne communauté ». Ce chiffre est en incohérence avec l'objectif affiché de 45%.	Il s'agit bien de 45%.

Remarques sur d'autres sujets, portés par le Conseil Départemental 53 (hors délibération officielle dans le cadre de

PPA	Remarques et demandes des PPA	Eléments d'explication, de justification et propositions
Consommation d'espaces		
CD 53	Le DOO ne fixe pas de règle concernant la densité brute minimale en logements/ha des projets situés dans l'enveloppe urbaine existante ou en extension. Une prescription sur cette thématique serait à prévoir.	Cf. réponse déjà apportée dans le premier tableau.
Infrastructures routières		
CD 53	Dans le cadre du Plan routier départemental 2016-2021, des emplacements réservés longitudinaux sont définis le long des routes départementales, hors parties agglomérées, afin de les inscrire au bénéfice du Département dans les PLUi. Les axes concernés sur votre territoire sont : RD 34, RD 104, RD 24. Ainsi, une prescription complémentaire généraliste ne mentionnant pas spécifiquement d'itinéraire pourrait être introduite dans le DOO. Sa rédaction pourrait être la suivante : « afin de permettre et d'anticiper l'aménagement des routes départementales existantes nécessitant une amélioration au regard de l'analyse des flux routiers actuellement observés et d'une vision prospective, des emplacements réservés longitudinaux seront inscrits dans les communes dotées d'un Plan local d'urbanisme afin de sécuriser ces itinéraires et les redimensionner suivant l'usage final désiré. »	Formulée comme ceci, le SCoT imposerait au PLUi l'usage d'un outil (l'emplacement réservé), même s'il ne précise pas où : cela peut être reproché au document au titre du principe de subsidiarité.
Mobilité et déplacements		
CD 53	La protection des voies vertes aménagées par le Conseil départemental sur les anciennes voies ferrées Ambrières-les-Vallées/La Chapelle-Anthenaise et Mayenne/Javron-les-Chapelles, au titre de l'article L.151-38 du code de l'urbanisme, pourrait utilement être ajoutée.	Précision apportée p 35 du DOO : Ajout d'une prescription : « préserver les voies vertes et itinéraires de randonnées »
Santé		
CD 53	Le SCoT souligne l'insuffisance des réponses alternatives à l'EHPAD, mais évoque un nombre de places d'EHPAD « suffisant ». Avec un taux d'équipement de 150,7 places pour 1000 habitants de plus de 75 ans, il est en réalité trop important par rapport aux besoins. L'analyse des besoins réalisés dans le cadre du plan Bien vieillir en Mayenne permettra de préciser au mieux les projections nécessaires pour ce territoire.	Remplacer « suffisant » par « très important » dans le diagnostic ? (rapport de présentation p 34)
CD 53	Une analyse des revenus par tranche d'âge aurait permis de compléter ce diagnostic.	Nous ne voyons pas bien ce que cela apporterait au SCoT.
CD 53	La construction en cours du pôle de santé libéral réunissant un grand nombre de professionnels libéraux est précisée. Une cartographie permettrait peut-être d'améliorer la lecture et les liens professionnels tissés afin de valoriser ces liaisons fonctionnelles avec les structures satellites du pôle de santé, notamment Ambrières-les-Vallées et Oisseau (même si ces deux communes appartiennent à l'EPCI du Bocage Mayennais).	On s'écarte de la portée du SCoT, ce n'est pas son rôle de détailler ce genre de politiques.
CD 53	Un enjeu clé mériterait sans doute d'être ajouté, celui de la nécessité de développer des actions de télémédecine et plus généralement des usages du numérique appliqués en santé.	P 26 du PADD. « Le SCoT inscrit notamment l'objectif d'améliorer cet accès dans les communes du nord du territoire, en tenant compte de l'évolution de la médecine en milieu rural (tendance à l'éloignement de l'offre des médecins, pharmacie et autres professionnels de la santé) notamment en soutenant le développement des réseaux numériques qui permettront l'accès à la télémédecine. »
CD 53	La thématique des personnes âgées et de la prévention de la perte d'autonomie pourrait être abordée plus largement au sein de l'objectif qui concerne « l'amélioration de l'offre d'équipements ». Si la poursuite des actions en faveur de l'offre culturelle a bien été identifiée, il pourrait être intéressant d'ajouter le développement d'actions propres à la prévention de la perte d'autonomie (nutrition, mémoire, sommeil ; proches aidants ; activités numériques ; activités physiques adaptées).	Sujets qui ne relèvent pas d'un SCoT.
Patrimoine et tourisme		
CD 53	Le DOO mériterait sans doute d'être plus précis et d'indiquer que les documents d'urbanisme à venir (PLUi) devront identifier pour chaque commune le patrimoine à protéger.	Déjà écrit (cf. p20, p46 du DOO).

PPA	Remarques et demandes des PPA	Eléments d'explication, de justification et propositions
CD 53	Le rapport de présentation souligne en page 119 la présence de quelques écluses sur le territoire de Mayenne communauté. Afin d'accompagner la fréquentation grandissante du chemin de halage désormais situé sur l'itinéraire de la Vélofrancette, le Département lance régulièrement des appels à projets pour qu'elles soient valorisées à des fins touristiques pour les plus accessibles. [Dans le DOO] il conviendrait d'ajouter une nouvelle recommandation dont la rédaction pourrait être la suivante : « Afin d'accompagner le développement du tourisme le long de la rivière La Mayenne et du chemin de halage, préserver les possibilités de mise en valeur à des fins touristiques des maisons éclusières. Ainsi, conformément à l'article L151-13 du code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme devront localiser ces sites en secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) afin de permettre leur valorisation (extension des constructions existantes, implantation de constructions destinées à la restauration, à l'hébergement hôtelier et touristique...) ».	Demande qui ne peut juridiquement pas être prise en compte au titre du SCoT. En revanche, cela pourra être traité dans le cadre des travaux du PLUI.
Corrections diverses		
CD 53	Le RP mentionne à la page 43 l'existence de 2 musées liés au patrimoine gallo-romain de Jublains. En fait, il n'existe qu'un seul musée : le musée archéologique départemental. Il n'y a pas de musée communal.	Correction apportée p 42 : « la commune de Jublains détient un centre d'artisanat d'art et un musée archéologique départemental lié à son site gallo-romain ».

Eléments de réponses aux remarques exprimées dans le cadre de l'enquête publique

Auteur	Remarques et demandes	Eléments de réponse
Mme. Timon	Est venu s'informer de la façon dont le dossier prend en compte le climat et l'urgence d'agir.	N'appelle pas de réponse.
Mme Divay	Demande à prendre en compte l'identité réelle du bocage et en particulier des haies sur talus.	Le SCoT évoque bien la protection du maillage bocager, dont les haies sur talus font partie. Cette protection sera concrètement traduite dans le PLUI.
	Insiste sur l'objectif de « mettre en œuvre tous les modes de déplacement garants de la préservation de l'environnement (déplacement doux)	Ce sujet est bien évoqué dans le SCoT.
	Evoque la préservation de terres auprès de sites urbanisés pour y introduire du maraîchage.	Ce sujet est pris en compte dans les travaux du SCoT et du PLUI, mais le cadre juridique de ces 2 documents ne permet pas de faire explicitement référence à des modes de cultures ou des gestions d'espaces agricoles.
M. Beaudoin	Demande à pouvoir obtenir un permis de construire sur un terrain	Hors SCoT.
M. Carré	Souhaite que ses bâtiments agricoles soient inscrits non plus en zone Agricole (A) mais en zone UH.	Hors SCoT.
M Delahaye Maire de Commer	M Delahaye rappelle sa demande de voir réalisée la nouvelle voie du giratoire du Berry qui est un débouché de la RD 508 qui rejoint la commune de Commer. Bien que prévue dans une convention, il regrette qu'elle ne soit pas encore réalisée et pointe les dangers du raccordement actuel.	La perspective de l'achat par Mayenne Communauté d'un délaissé de terrain appartenant à MP3PLV avec le projet d'y aménager une extension de zone d'activités permettrait d'inclure la réalisation de cette branche de raccordement du RD 508 sur le giratoire. Le bureau communautaire du 6 novembre 2018 a validé ce principe qui rejoint l'inscription en vocation économique d'une parcelle contiguë. (ajout d'une mention p 32 du DOO)
M Boisseau, Maire de St Baudelle	Sur la partie économique du DOO au chapitre « développer une stratégie d'implantation d'activité » il a été défini un nouveau site de zone d'activités au lieu-dit « La Lande – la Rousselière » sur la commune de St Baudelle de 12 ha et 10 ha à plus long terme. Le développement économique de la ZA de Poirsac est justifié. Cependant, les sites prévus sur la commune de St Baudelle à proximité de la ZA actuelle semblent peu propices en raison de la richesse en biodiversité (haies, zones humides) et de l'exploitation par un jeune en agriculture bio et, sur le site d'extension à plus long terme, la présence d'un GAEC dont le plus jeune exploitant n'a que 43 ans.	Mayenne Communauté a pris acte de ces éléments de contexte qu'il est impératif de prendre en compte. Dans le cadre du PLUI des terrains de substitution sans ces contraintes pour l'activité agricole ni pour l'environnement seront réservés pour l'activité économique dans le même secteur sur la commune de Mayenne. Cette remarque met en évidence la difficulté d'inscrire en amont la localisation précise des futures zones d'activités, démarche qui relève des travaux du PLUI au cours duquel des investigations seront menées sur la présence de zones humides. Pour cette raison la liste des zones d'activités est retirée (p 11/12 du DOO).